

Parrainages : «On ne change pas les règles du jeu à quelques jours du match», juge Darmanin

Par [Wally Bordas](#)

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

Le ministre de l'Intérieur estime que les différentes demandes des candidats sur le sujet sont également une manière de «faire parler de soi ou de montrer un peu de persécution».

Faut-il changer, en urgence, la loi sur les parrainages ? C'est ce que réclament plusieurs candidats, à l'instar de Jean-Luc Mélenchon ou d'Éric Zemmour, qui réclament l'anonymat pour tous les maires décidant d'accorder leur signature. Interrogé sur RTL, Gérald Darmanin a estimé que, si *«les règles peuvent toujours changer puisque la Constitution puis la loi le prévoient»*, il était un peu tard pour le faire. *«On ne change pas les règles du jeu à quelques jours du match»*, considère-t-il.

À découvrir

→ [Présidentielle 2022 : où en sont les candidats dans les sondages ?](#)

Selon lui, les demandes des candidats ces derniers jours sont également une *«façon de faire parler de soi ou de montrer un peu de persécution»*. *«C'est le marronnier de l'hiver. 40.000 personnes peuvent donner leur signature, c'est à la portée de n'importe quel candidat qui a de la conviction»*, juge-t-il. Selon lui, le débat revient chaque année présidentielle pour qu'au final, tous les candidats puissent concourir sur la ligne de départ. *«Même Asselineau avait eu ses parrainages»*, rappelle-t-il.

«À chaque présidentielle, c'est le même débat»

Interrogé sur ce même sujet sur [Europe 1](#), Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement a également jugé que la question revenait de manière récurrente. *«À chaque présidentielle, c'est le même débat. Ce sont les règles de notre Constitution. Faisons un point dans quelques mois, ils auront trouvé leurs parrainages»*, pronostique-t-il.

Dans une interview au *Figaro*, le président de l'AMF, David Lisnard, estime quant à lui qu'un débat doit avoir lieu *«en début de quinquennat pour voir si les règles doivent être adaptées»*. *«La problématique est réelle puisque tous les cinq ans nous avons ce débat. Il est évident que Mélenchon, Zemmour et Le Pen doivent pouvoir se présenter. Si ce n'était pas le cas, il y aurait un vrai problème démocratique»*, estime-t-il.